

# LE BULLETIN CLOUET

ACTUALITÉ DE HADRIEN CLOUET · DÉPUTÉ LFI-NFP DE LA 1<sup>RE</sup> CIRCONSCRIPTION DE LA HAUTE-GARONNE

TOULOUSE · BLAGNAC · BEAUZELLE · CORNEBARRIEU · MONDONVILLE

Bernard Arnault

# Un pognon de dingue

(pour les milliardaires)



## ILS ONT OSÉ

### MÊME AVIS, MÊME VOTE

Depuis la dissolution, Macron peut compter sur une alliée de taille : **Marine Le Pen**. Toujours prête à rendre service, celle qui a sauvé le Premier ministre et a empêché la destitution du Président soutient à présent le **budget austéritaire du Gouvernement**. Face aux caméras, le RN critique les projets de loi de finance de l'Etat et de la Sécurité sociale (PLF et PLFSS). En commission et en séance, ses députés votent sans broncher les mesures proposées par le Gouvernement sous ordre de leur cheffe de groupe. Deux salles, deux ambiances. Alors que le RN proposait pour sa niche parlementaire un **faux texte d'abrogation de la retraite à 64 ans** - qu'il souhaitait financer avec la "préférence nationale" et l'exploitation de tous les utérus du pays pour faire des femmes des machines à bébés - ses députés **votaient contre** tous les amendements du NFP qui proposaient l'abrogation, financés par des cotisations sociales pour les plus riches... Nouvelle preuve s'il en fallait une, de l'appétence du RN à **défendre l'injustice sociale**.

### AUSTÉRITÉ... SAUF POUR LES TRÈS RICHES



**VOLEURS**  
MAIN DANS LA MAIN POUR GAVER LES RICHES

épée de Damoclès est notre dette financière colossale". En réalité, cette "dette colossale" est le fruit des exonérations massives de **cotisations sociales** et autres **cadeaux fiscaux** que Macron et ses prédécesseurs ont fait aux grandes entreprises et aux plus fortunés de ce pays... **sans contrepartie et sans résultat**.

Ces cadeaux nous coûtent très cher, puisque depuis 2017, la suppression de l'ISF, de la CVAE et autres réductions de l'impôt sur les sociétés ont coûté **76 milliards €**. Et les exonérations patronales de cotisations sociales ont presque doublé, détournant désormais chaque année ré **87,9 milliards €** des caisses de la sécurité sociale !

Dans ses deux **projets de loi de finance** (PLF et PLFSS), le Gouvernement cherche par tous les moyens à maintenir ces cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux plus riches. Coups budgétaires par ci, baisses de dotations par là, Barnier propose dans les deux textes de **saigner tous les pans de notre modèle social** : 4 000 suppressions de postes annoncées dans l'Education nationale, 50 € d'impôt pour les apprentis (jusqu'alors exonérés à cause de la précarité de leurs revenus), 200 millions € en moins pour les EHPAD et l'aide à l'autonomie, baisse du remboursement des consultations médicales, baisse des financements de l'hôpital public... Dit autrement, le Gouvernement prend dans la poche des vieux, des jeunes, des enfants, des pauvres, des malades, des personnes en situation de handicap, bref, de tout le monde pour **gaver les milliardaires**. Cette semaine en commission et en hémicycle, nous avons mené la bataille contre ces budgets austéritaires, je vous explique en page 2.

"Déficit incontrôlable", "dérapage des comptes publics", "la dette sociale, un fardeau pour les générations futures"... Comme chaque année, la petite chanson libérale du **récit de la dette** s'installe sur la scène politique. Ces éléments de langages catastrophistes ont pour unique but de justifier des **politiques austéritaires** et de les imposer comme seul mode de gestion des finances publiques. Barnier a donc poussé la chansonnette lors de son discours de politique générale à l'Assemblée nationale : "La véritable



# Faits et Causes

## PLF & PLFSS : LA BATAILLE DES BUDGETS



Soupe à la grimace cette semaine pour le clan Macron-Le Pen-Barnier. Avec mes collègues député.es insoumis.es et NFP, nous étions sur tous les fronts pour arracher des **victoires politiques** amendement par amendement, mission budgétaire par mission budgétaire. En commission des Affaires sociales, après une quarantaine d'heures d'examen nous avons **rejeté à l'unanimité** les trois parties du budget de la sécurité sociale (tableaux d'équilibre, recettes, dépenses) : du jamais vu !

Nous avons obtenu des **majorités autour de nos amendements**, pour abroger la retraite à 64 ans, bloquer la taxe des 50€ pour les apprentis, empêcher le gel des pensions de retraite, obliger la compensation à l'euro près des exonérations de cotisation sociales, taxer les superprofits, permettre d'imposer des baisses de tarif aux labos de biologie, ophtalmos et centres dentaires, expérimenter le "zéro lowcost" pour les petits dans les crèches... Enfin, nous avons obtenu une majorité **contre les politiques austéritaires** du Gouvernement, pour l'hôpital public, pour l'assurance maladie, pour les familles, bref, pour le social.

Pendant ce temps dans l'hémicycle, l'examen du budget (PLF, qui a encore lieu au moment où j'écris) donnait des sueurs froides au Gouvernement. Les député.es insoumis.es et NFP **ont triomphé sur des dizaines d'amendements** obtenant : une taxation des bénéfices des multinationales réalisés en France (qui rapportera 26 milliards €), une taxe sur les superprofits, une taxe sur les super patrimoines, suppression de la taxe sur l'électricité... et d'autres sont à venir !

## Deux chiffres sur la sécu



C'est la somme des intérêts et frais bancaires gaspillés gaver les créanciers de la "dette sociale". Je vous explique tout dans mon rapport sur la CADES (à retrouver sur mon site)



C'est la somme que le Gouvernement va vous voler en baissant le remboursement des consultations médicales et en gelant 6 mois les retraites



Le 21 octobre, **Sanofi** confirmait la vente de sa filiale **Opella** (fabriquante du Doliprane) au fonds d'investissement étaunien CD&R pour 16 milliards €. Après de nombreuses **fermetures de sites** de production et de recherche en France, et l'abandon de la fabrication de dizaines de médicaments jugés «trop peu rentables» par le groupe pharmaceutique, cette nouvelle opération financière **met en péril notre souveraineté sanitaire** et risque de causer de nouvelles **pénuries de médicaments**. Avec le groupe LFI-NFP, nous déposons une proposition de loi de nationalisation des sociétés **Sanofi, Euroapi, Biogaran et Opella**. Retrouvez ma tribune dans le Vent se Lève sur mon site !



Pour lire toutes les **questions écrites, propositions de loi, notes de blog** et toute **l'actu en circo et à l'Assemblée** c'est par ici !

